



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 11/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

THUNDER

22 rue du Docteur Lancereaux
75008 Paris

Références : MF-D-2025-0311

Code AIOT : 0006403247

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/05/2025 dans l'établissement THUNDER implanté Zone DISTRIPORT Route de Tokyo 13230 Port-Saint-Louis-du-Rhône. L'inspection a été annoncée le 31/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite porte exclusivement sur l'activité de fabrication de sacs de papiers exercée en cellule 5 de l'entrepôt.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- THUNDER
- Zone DISTRIPORT Route de Tokyo 13230 Port-Saint-Louis-du-Rhône
- Code AIOT : 0006403247
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société THUNDER exploite à Port-Saint-Louis-du-Rhône un entrepôt couvert soumis à autorisation environnementale composé de 5 cellules louées à trois sociétés.

La cellule 1 est exploitée par la société Transafos pour une activité logistique.

Les cellules 2 à 4 sont exploitées par la société Allainé pour une activité logistique.

La cellule n°5 est occupée par la société Euro Packaging pour une activité de fabrication de sacs papiers et d'entreposage des matières premières et de produits finis.

Contexte de l'inspection :

- Récolement de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15/11/2024

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Défense incendie	AP Complémentaire du 15/11/2024, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours
3	Dispositions applicables aux installations à enregistrement	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 1.4. I.	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	Systèmes d'extinction automatiques – vérifications périodiques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 13	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 9.	Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 15/11/2024, article 2	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 02/10/2005, article 7.6.3.1	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie – robinets d'incendie armés	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 13	Sans objet
6	Moyens de lutte contre l'incendie – vérifications périodiques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 22	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, l'Inspection a constaté une non-conformité relative à l'absence de l'état des matières stockées. En conséquence, l'Inspection propose à M. le Préfet, en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, de mettre en demeure la société THUNDER de respecter cette prescription dans un délai donné.

L'Inspection a constaté des non-conformités relatives à la défense incendie et les conditions de stockages. Ces non-conformités nécessitent des justificatifs de la part de l'exploitant.

L'Inspection demande donc à l'exploitant de lui transmettre les documents suivants, sous une semaine à compter de la réception du présent rapport :

- le compte rendu de l'exercice de défense contre l'incendie,
- les justificatifs de l'éloignement de l'ensemble des déchets au droit de la cellule 5 de l'entrepôt,
- le plan de secours mis à jour.
- les justificatifs (photos) des bonnes conditions de stockage au niveau des racks des produits finis ainsi que le libre passage devant les issues de secours.

De plus, l'exploitant doit transmettre sous 2 mois à compter de la réception du présent rapport les justificatifs de réalisation des travaux de mise en conformité sur les deux groupes motopompes du dispositif de sprinklage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/11/2024, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques ICPE
Prescription contrôlée : La liste des rubriques autorisées est la suivante : 1510-2-b (E) : Entrepôts couverts de 268 000 m ³ 2445-1 (E) : Transformation du papier, carton, capacité totale de 55 t/j 2450-A (D) : Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support, quantité d'encre sans solvant consommée pour l'ensemble des machines : 150 kg/j 2925-1 (D) : Accumulateurs (ateliers de charge d'). d puissance totale 300 kW 2910-A (DC) : Installation de combustion 1,5 MW
Constats : 1510-2-b (E) : entrepôt couvert comprenant 3 cellules d'environ 5 670 m ² et 2 cellule de 5 040 m ² La quantité de matière stockée n'a pas pu être vérifiée car les trois sociétés locataires ne transmettent pas leur état des stocks (voir non conformité relevée au point de contrôle n°3) 2445-1 (E) : 8 machines de transformation de papier pour la production de 85 palettes par jour soit 27 tonnes par jour 2450-A (D) : la quantité d'encre utilisée au maximum est de 72 kg/j 2925-1 (D) : présence de 3 locaux de charges 2910-A (DC) : chaufferie au gaz naturel de puissance thermique 1,5 MW Euro Packaging est le seul locataire à se servir de la chaudière pour la mise en sécurité de ses installations.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 2 : Défense incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/11/2024, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Cellule 5

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection les justificatifs des prescriptions suivantes :

- L'exploitant met à jour le plan de secours du site qui doit faire apparaître les modifications sur la nature d'activité de la cellule n°5 à notification du présent arrêté.
- L'exploitant doit séparer l'emplacement de la benne à déchets du bâtiment principal par une aire libre de 08 mètres ;
- L'exploitant doit réaliser un exercice de défense contre l'incendie en interne dans le mois qui suit le début de l'exploitation.

Constats :

L'exploitant n'a pas mis à jour le plan de secours du site afin de faire apparaître les modifications sur la nature d'activité de la cellule 5.

Lors de la visite, l'Inspection a constaté que des déchets (balles de papier et IBC vides) se trouvent à moins de 8 mètres de la cellule 5.

L'exploitant déclare que l'exercice de défense contre l'incendie doit être réalisé en interne l'après-midi même. Le scénario retenu est le départ d'un feu dans un local de charge avec simulateur de fumée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection demande à l'exploitant de lui transmettre sous une semaine à compter de la réception du présent rapport :

- le compte rendu de l'exercice de défense contre l'incendie,
- les justificatifs de l'éloignement de l'ensemble des déchets au droit de la cellule 5 de l'entrepôt (photos) ainsi que l'affichage du plan de secours mis à jour.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 7 jours
--

N° 3 : Dispositions applicables aux installations à enregistrement et aut...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 1.4. I.

Thème(s) : Situation administrative, Etat des stocks

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de

<p>connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne tient pas à jour un état des matières stockées. Les locataires, Transafos pour la cellule 1, Allainé pour les cellules 2,3 et 4 et Euro Packaging pour la cellule 5 peuvent transmettre les données sur demande. Le jour de la visite, seul Euro Packaging a été en mesure de transmettre les données.</p> <p>A fortiori, l'état des matières stockées ne peut pas être mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2005, article 7.6.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Ressource en eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit disposer au minimum des ressources en eau définies ci -après afin de garantir un débit d'eau équivalent à 600 m³/h pendant 3 heures :</p> <p>1) un ensemble de 10 poteaux incendie de diamètre 150 mm.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente le rapport de la vérification des poteaux incendie réalisée par Uxello en juillet 2024. Ce rapport présente des incohérences. En particulier il est mentionné une non-conformité relative à l'arrachement du poteau incendie n°5. Néanmoins, l'exploitant présente la facture du remplacement de poteau incendie en date de novembre 2023. La présence du poteau incendie est constatée lors de la visite.</p> <p>De plus, il est mentionné que le poteau incendie n°4 est arraché du sol également, mais il est considéré comme conforme car un débit a été mesuré. Il s'agit certainement d'une coquille dans le rapport. Il convient à l'exploitant de s'assurer de la qualité des rapports transmis.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie – robinets d'incendie armés

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 13</p>

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents.
Constats : Lors de la visite de la cellule 5, l'Inspection a constaté la présence de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues et positionnés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie – vérifications périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 22
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage.
Constats : L'exploitant présente les rapports de vérification : - des RIA sur la cellule 5 réalisé par Uxello le 22/10/2024. La cellule 5 dispose de 10 RIA en fonctionnement. Le rapport mentionne que : " le RIA 6 a une rotation partielle bloquée par le stockage". Lors de la visite, l'Inspection a constaté le bon accès aux RIA. - de la détection incendie : la cellule 5 dispose de 5 appareils de détection. Le rapport d'Uxello du 20 juin 2024 conclut à la conformité des installations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Systèmes d'extinction automatiques – vérifications périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 13
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.

Constats :

L'exploitant présente les rapports de vérification du dispositif de sprinklage. Le rapport semestriel du 07/05/2024 conclut à un risque d'échec du dispositif suite à la vérification. La non-conformité porte principalement sur la nature des produits stockés en cellule 5. En effet, les bobines stockées dans la cellule 5 ont un grammage compris entre 70 g/m² à 90 g/m². La protection ESFR en place, (12+2 sprinkleurs K242 @3,6 bars) dans un bâtiment inférieur à 12,2 m, ne permet pas le stockage de ces produits mais seulement des bobines stockées verticalement avec un grammage fort, c'est-à-dire supérieur à 100 g/m². Le factory manager de la société Euro Packaging fournit une attestation stipulant qu'il recouvre ses bobines de deux couches de papier kraft afin de porter le grammage total à plus de 200 g/m². En conséquence, Uxello lève l'observation dans le rapport semestriel suivant en date du 15/01/2025.

L'exploitant présente les deux rapports de visite des groupes motopompes diesel 2025 du 21/02/2025. Les rapports concluent :

- une anomalie sur le groupe B2 relative à l'état du circuit d'eau interne. Il convient de "prévoir le remplacement du liquide de refroidissement - réparer la fuite au niveau de la préchauffe interne, remplacer le débitmètre non fonctionnel ainsi que la vanne aval du débitmètre difficile à manœuvrer."
- des observations sur le groupe B1 : "remplacer le débitmètre non fonctionnel ainsi que la vanne aval du débitmètre difficile à manœuvrer."

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les justificatifs de réalisation des travaux de mise en conformité sur les deux groupes motopompes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe 2 – Point 9.

Thème(s) : Risques accidentels, Stockage

Prescription contrôlée :

Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.

Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :

- 1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m²;
- 2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;
- 3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.

Constats :

Lors de la visite, l'Inspection a constaté la présence d'un engin de manutention devant une sortie

de secours, bloquant ainsi son utilisation.

Les matières premières sont stockées en masse (bobine de papier, bidon de colle et encres) tandis que les produits finis sont stockés en rack dans des palettes. Toutefois l'Inspection constate la présence de palettes de produits finis stockés en masse entre les racks. Ainsi le passage entre les racks n'est plus réalisable.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les justificatifs (photos) des bonnes conditions de stockage au niveau des racks des produits finis ainsi que le libre passage devant les issues de secours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 7 jours